

Jean-François BARÉ

Les morts sont-ils là, et si oui jusqu'à quand ? Quelques remarques sur la possession politique dans le Nord-Ouest de Madagascar et la référence aux "grands hommes" dans les sociétés industrielles

On rapproche ici l'utilisation institutionnelle de la possession à Madagascar de certains aspects "totémiques" de la culture occidentale moderne : le discours politique français, celui, plus international, de l'économie du "développement". Il s'agit de livrer à la réflexion quelques analogies dans les problèmes logiques rencontrés, en rappelant par la même occasion que la pensée sauvage est constitutive de toutes les historicités.

Jean-François BARÉ

Are the Dead Here ? If So, for How Long ?

A few remarks on political possession in North West Madagascar compared with how industrial countries deal with their "big men", especially in French political speeches or international developing countries economic speeches.

JEAN-FRANÇOIS BARÉ

F1
Page 4

LES MORTS SONT-ILS LÀ, ET SI OUI, JUSQU'À QUAND ?

Quelques remarques sur la possession politique
dans le Nord-Ouest de Madagascar
et la référence aux "grands hommes"
dans les sociétés industrielles

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 25414 ex 1

87

M Cote : B

26. 8. 88

Cette communication rapproche la possession politique à Madagascar, dont la mémoire collective est une dimension déterminante, de quelques aspects que l'on pourrait appeler "totémiques" du discours politique français ou de celui de l'économie dite "internationale" selon les catégories en vigueur, ce dernier domaine constituant mon terrain de recherche actuel. Il s'agit simplement de livrer à la réflexion quelques analogies dans les problèmes logiques rencontrés par les systèmes culturels en cause, sans autre ambition*.

On entend par "possession" dans le cas malgache le fait que d'anciennes figures de l'autorité politique sont supposées se réincarner dans des individus. On dit que ces figures historiques, généralement des rois morts, "habitent" des possédés (*mipetraka*, du terme même utilisé pour "demeurer quelque part"), ou qu'ils "sortent" (*miboaka*) "dans" ou "chez" eux.

Il faut ajouter que la possession politique comprend ici l'utilisation institutionnelle de la possession dans le but d'aider à la décision politique : ainsi, des figures historiques mortes, considérées comme réellement présentes, sont censées participer aux enjeux politiques les plus actuels. Cette utilisation de la possession est particulièrement marquée dans l'Ouest et plus encore dans le Nord-Ouest sakalava.

Les "monarchies" sakalava sont des formes politiques spécifiques qui coexistent de différentes manières avec les formes politiques et économiques modernes ; elles sont les héritières des grands royaumes

*Version française d'une communication présentée au colloque "Mémoires, histoire et identités : expériences des sociétés francophones", Université Laval, 9-12 octobre 1987.

qui contrôlaient l'ensemble de la Côte Ouest malgache (notamment la traite avec l'extérieur) aux XVIII^e et XIX^e siècles. Elles se caractérisent par la coexistence d'ordres sociaux au sens développé par E.R. Leach, hiérarchisés dans le cadre d'équilibres politiques instables entre "ordres" roturier et noble, et par l'existence de véritables appareils politiques. Dans la région Nord-Ouest ces appareils sont eux-mêmes divisés entre "gens des vivants" associés au souverain vivant, et "gens des morts" associés aux souverains-morts, ce qui pousse très loin l'opposition entre morts et vivants largement répandue à Madagascar. Parmi les "gens des morts" figurent les possédés légitimes (*saha*), qui sont toujours recrutés dans l'ordre roturier. Ces données politico-institutionnelles ont fait l'objet de nombreux travaux ethnographiques et historiques auxquels je suis contraint de renvoyer à seule fin de ne pas alourdir cette communication [notamment Baré 1977, 1980].

En France ou dans les sociétés industrielles on ne peut, apparemment, parler de "possession" que métaphoriquement, dans la mesure où la notion de "transe" qui définit la possession dans le savoir anthropologique et dans différentes catégories locales n'est pas officiellement reconnue par le contexte institutionnel et politique français.

Cependant des figures historiques "hantent" la vie politique française — très particulièrement, le général de Gaulle —, et il en va de même dans de nombreux autres pays. Dans le même ordre d'idées, aucune réflexion économique, si sophistiquée soit-elle, surtout si elle inspire des politiques, ne semble pouvoir se passer, à un moment ou un autre, de la référence à de grands ancêtres (Adam Smith, Marx, Keynes, etc.) ; en fait cette référence semble véritablement constituer un principe de structuration du discours des politiques économiques, fût-ce à titre de liaison logique, de transition, de contre-exemple, etc. On pourrait porter le même genre de regard sur beaucoup d'autres contextes institutionnels — par exemple la recherche scientifique, et très particulièrement la recherche en anthropologie, mais je m'arrêterai là pour les exemples.

On dira peut-être que c'est pousser l'analogie un peu loin, car se référer à Keynes dans tel ou tel sens, ce n'est pas être "possédé" par Keynes. Dire cela, c'est croire cependant qu'il y aurait quelque part une définition de la "vraie" possession. Cependant, tous les possédés malgaches, puisque c'est l'exemple qui est retenu, manifestent une distance d'avec la personne qu'ils représentent ; tous prennent des libertés avec leur rôle historique (qui est d'ailleurs en partie de leur propre "invention") quand cela les arrange, ou au gré de l'évolution de leur vie. Mais la définition d'une personnalité peut-elle être figée une fois pour toutes dans ses moindres détails ? D'ailleurs, à propos du jeu entre les deux personnalités qui sont censées coexister chez les possédés, les sakalava aiment à dire : "C'est leur politique" (*politikindrô*), ou encore que ce sont des gens qui "font des gestes" (*mânano geste*), ce qui désigne

aussi les gens que nous appellerions des "frimeurs" ; on est dans le "je sais bien mais quand même" caractéristique de la croyance d'après Octave Mannoni [1966] et à certains égards Mary Douglas [1966]. De fait, les possédés, s'ils rencontrent le scepticisme et l'ironie sakalava, sont aussi craints et respectés, notamment ceux qui font l'objet d'une véritable légitimation par l'appareil politique. On peut donc, tout aussi bien, dire qu'il y a "référence" historique chez les possédés sakalava, et que l'on est proche de la "possession" dans certaines situations de la décision économique — ainsi en France la célèbre "relance" de 1982 par le déficit budgétaire et la consommation, littéralement aspirée par le fantôme du célèbre auteur de la *Théorie générale*. Tous les groupes sociaux malgaches vivent sous la menace de l'intervention des ancêtres capables d'attirer sur quiconque des sanctions surnaturelles (*tigny*) ; en tout cas, c'est ce qu'ils disent, et ce en fonction de quoi ils agissent. Les possédés constituent un véritable cauchemar pour les souverains sakalava ; d'ailleurs, ils en rêvent fréquemment, soit sous la forme de la personne possédée, soit sous celle de l'ascendant mort (de "l'ancêtre", *razana*) qu'il représente ; ce genre de rêve est souvent considéré comme pertinent pour les choses politiques et est d'ailleurs appelé du même nom que la "transe" (*enjiky*).

Les rapports de l'appareil politique avec eux sont toujours ambigus ou franchement inquiétants, même quand les personnalités en cause sont censées être plutôt bienveillantes, à l'égal de ce qu'elles étaient de leur vivant. Les possédés légitimes sont donc un fardeau que le souverain et ses conseillers proches ont à porter. Les tentatives de "circonscrire" des possédés considérés comme trop autonomes des "vivants" finissent généralement assez mal, car ils ont à leur disposition beaucoup plus de moyens d'action qu'il n'y paraît. J'ai décrit ailleurs le processus conflictuel qui a opposé un souverain et l'une de ses ancêtres supposées, fondatrice de l'unité territoriale et donc particulièrement respectée, à qui l'on voulait faire accepter la location de terrains qu'exploitait le "petit peuple" sakalava. Une première possédée est devenue muette ; c'était la pire des choses possible pour le souverain qui ne pouvait se passer de son avis et se trouvait alors sous la menace d'une rétorsion, ayant rendu malade une ancêtre ; à cette époque, bien sûr, des petits enfants du souverain sont morts en bas âge, le souverain lui-même eut quelques problèmes financiers, etc. La deuxième possédée, qui a remplacé la première dans des conditions contestables, s'est rendue célèbre dans tout le Nord-Ouest pour les extraordinaires complications qu'elle a provoquées dans la vie politique, toujours à propos du même sujet.

On aurait tort cependant de voir du pur masochisme dans le fait de perpétuer un mécanisme institutionnel source de beaucoup d'ennuis,

et pourtant largement contrôlé par ceux qui en sont les victimes (le souverain et ses conseillers proches). Pourquoi la possession en tant que telle est-elle si présente dans le Nord-Ouest malgache ? C'est la difficile question de la contingence culturelle. Il reste que sans ses ancêtres un souverain sakalava n'est littéralement rien, et que l'on ne peut voir les choses en fonction de ce qui serait l'intérêt immédiat des uns ou des autres. Dans le contexte institutionnel et culturel existant, la possession politique joue un rôle essentiel. J'ai essayé de repérer voici déjà longtemps les situations impliquant des décisions "lourdes" où l'appareil politique faisait appel à des possédés. Leur intervention apparaît inévitable soit dans les situations de décision aléatoire — ainsi, l'idée à mon sens extravagante de rattacher l'île de Nosy Be à la France lors de la première indépendance malgache de 1960 —, soit dans les situations de conflits entre membres de haut statut de l'appareil politique, qu'aucun arbitrage ne semble pouvoir dénouer, ce qui revient à une décision aléatoire. La parole, pour faire court, est alors aux ancêtres.

On pourrait penser, pour en revenir à un exemple français, que ce genre de choses serait de quelque utilité dans différentes situations contemporaines. On sait par exemple que depuis bientôt vingt années, différents membres éminents du mouvement gaulliste se disputent ce que l'on pourrait appeler la légitimité du Général ; il en va ainsi de différentes figures politiques qui, pour ne pas s'inclure dans la "descendance" de de Gaulle, n'entendent pas moins se situer par une référence directe à tel ou tel aspect de l'action du fondateur de la Vème république. Ce dernier joue dans ce sens un rôle tout à fait analogue aux ancêtres royaux sakalava, lorsque l'évocation de leur mémoire délimite une partie de la référence historique, du fait de leur action ou de leur position dans les relations de descendance, ici dans la diachronie des mouvements politiques français. L'histoire ou les processus diachroniques ne se répétant jamais tout à fait — sauf, selon le mot célèbre, sous forme de farce — les critères de vérité de cette légitimité sont particulièrement difficiles à établir, si tant est qu'il en existe d'extérieurs aux acteurs eux-mêmes.

Il serait donc tentant, dans de nombreux contextes de la vie politique française, de faire appel à quelqu'un dont on dirait qu'il serait "vraiment" le général de Gaulle, et dont la parole pourrait clore provisoirement la controverse. Ouvrirait-il sa transe par un "J'ai toujours eu une certaine idée de la France", dirait-il "Je vous ai compris" (une phrase cryptique et codée très inquiétante dans sa bouche d'après certains chroniqueurs) ? Nous n'en savons rien, et cette attente renforcerait, me semble-t-il, la pertinence de cette éventuelle réapparition.

Cet exemple pourrait, si l'on y songe bien, être étendu à de nombreux aspects de la vie politique française, dans la mesure où aucun n'échappe à cette référence historique très particulière que constitue la pensée sauvage de l'histoire — je fais bien sûr allusion aux célèbres passages

de l'ouvrage de Claude Lévi-Strauss consacrés à ces questions. On peut ainsi conjecturer *ad libitum* sur l'usage qui serait actuellement fait des possédés de Jeanne d'Arc, de Poincaré, de Jaurès et de Thorez.

Cela donnerait certainement un relief particulier à la vie politique française ; de fait, c'est une situation tout à fait extraordinaire que de se trouver en présence de cette foule de grands fantômes redevenus soudainement vivants et contemporains, comme ce fut mon cas dans le Nord malgache, alors que les grands rituels aux tombeaux royaux les mettent en présence. On peut alors assister à de surréalistes dialogues entre les équivalents malgaches de Hugues Capet et, mettons, de Léon Blum.

Cependant, toujours dans le contexte français, si l'on admet que Jeanne d'Arc et le général de Gaulle sont bien morts et enterrés, cette utilisation de la possession politique complique autant les choses qu'elle les simplifie. Il faut en effet définir des critères de véracité, et le même problème qui se pose concernant les héritiers présomptifs se pose à propos des fondateurs, ou plutôt de ceux qui vont les représenter. De fait, le problème est posé dans la possession politique sakalava qui, pour les possédés de haut statut, n'est reconnue "vraie" qu'après de longs conciliabules et échanges avec l'impétrant, des sortes de colloques d'ethno-histoire.

Dans ce sens la possession politique ne fait que théâtraliser à sa manière la référence historique qui est absolument constitutive de la société en train de se faire, comme l'ont amplement montré l'ethno-histoire et l'anthropologie historique ; mais ce faisant, elle en présente une illustration exemplaire, me semble-t-il.

Mais il y a plus, et je souhaite évoquer, pour terminer, le riche champ de recherche ethno-historique que me paraît constituer, disons, l'économie internationale ou l'économie dite du développement. La référence à des figures historiques, à des "personnes", n'est pas seulement une manière de se situer dans un environnement contemporain et d'en définir les contours ; elle me semble constituer un principe de lecture du temps tout à fait fondamental, et sans lequel l'histoire vécue, celle qui nous préoccupe, ne serait qu'un vaste magma indéchiffrable et, littéralement, im-perceptible. Je pense ici à cette "menace d'une régression à l'infini" pesant selon Lévi-Strauss, en l'absence d'un principe donné de lecture nécessairement contingent, sur "l'agent du devenir historique" aussi bien d'ailleurs que sur l'historien (*La pensée sauvage*). Paul Veyne [1971], rappelant avec force le caractère construit du texte historique, me paraît prolonger cette remarque.

Or force est bien de constater que la pensée et l'activité économiques sont elles aussi habitées par ces carrefours où se situent "les grands hommes". Certes, rien ne serait plus faux que de donner des responsables économiques ou des économistes l'image de gens rangés en bataillons

qui sous la bannière de Keynes, qui sous celle de Schumpeter ou de Samuelsson, ou même d'Adam Smith. Il reste que périodiquement, avec cette récurrence qui suscite toujours l'intérêt de l'anthropologie historique, les débats autour de choix économiques divers se cristallisent dans des schémas intellectuels que l'on ne peut que rapporter à la pensée sauvage.

Ceci est d'autant plus remarquable que la communauté des économistes, pour autant que l'on puisse en parler aussi globalement, me paraît parfaitement consciente du caractère insatisfaisant de ces schèmes, en ce qu'ils n'épuisent nullement ce dont ils entendent quotidiennement rendre compte, ou prévoir ; ces schèmes, pourtant, ne cessent de se reconstituer. Voici par exemple ce personnage de la macro-économie qu'est "le marché" qui réapparaît au devant de la scène, avec lui le fantôme d'Adam Smith et la "main invisible" que l'on "redécouvre". Pourtant, on sait bien que rien de tel n'existe à l'état pur dans la réalité économique, qu'il faut quelque chose d'une autre nature pour lui donner forme et l'organiser, quelque chose de l'ordre de l'État, mais qui n'est pas plus "l'État" que "le marché" ne serait "le marché" *subs speciae aeternitatis*: Pourtant "le marché" et "l'État", et donc ce qui serait "Adam Smith" et ce qui serait "Keynes", se répandent partout dans le monde sous la forme de ce qui serait leurs différends ou leurs raisons de collaborer ; pourtant, on sait bien que le monde n'est pas l'Angleterre du XVIII^e siècle. J'ai déjà évoqué le totémisme associant ce que l'on appelle "la relance" et la pensée keynesienne ; pourtant, on sait bien que ce "totémisme" ne prend sens que par référence à la période (les années 1930-1950) qui a nourri la pensée de Keynes ; etc. Cela tient peut-être au fait que l'économie, à la fois comme discipline scientifique et comme vision du monde, n'est guère dissociable du processus historique qui lui a donné naissance, dans la culture européenne des deux siècles passés, comme le montre Louis Dumont [1983] et que ce processus qui la constitue n'est lui-même pas pensable sans la référence historique à des personnes passées, dont les œuvres la structurent. Il paraît extrêmement difficile, notamment dans ces situations elles aussi aléatoires où doivent se prendre les décisions macro-économiques ou les décisions tout court, de se passer des grands hommes.

BIBLIOGRAPHIE

- Baré, J.-F.
1977 *Pouvoir des vivants, langage des morts*. Paris, Maspero.
1980 *Sable rouge. Une monarchie du Nord-Ouest malgache dans l'histoire*. Paris, L'Harmattan.
- Dumont, L.
1983 *Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne*. Paris, Esprit/Seuil.
- Douglas, M.
1966 *Pollution and Danger*. London, Penguin Books.
- Lévi-Strauss, Cl.
1963 *La pensée sauvage*. Paris, Plon.
- Mannoni, O.
1966 "Je sais bien mais quand même", in *Clefs pour l'imaginaire ou l'Autre scène*, Paris, Seuil.
- Veyne, P.
1971 *Comment on écrit l'histoire*. Paris, Seuil.